

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/C-etait-il-y-a-cinquante-ans.html>

C'était il y a cinquante ans ...

- Hommages -

Publication date: dimanche 18 mars 2012

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ignoble parodie de justice à El-Biar

Un commando OAS (organisation armée secrète) de l'organisation du secteur d'Alger-Sahel dont le poste de commandement a été installé dans une villa à El-Biar « *La résidence St Raphael* » exécute six membres des centres sociaux, trois Européen dont deux inspecteurs d'académie et trois Musulmans dont un écrivain ami d'Albert Camus.

Voici comment s'est déroulé le drame d'El-Biar il y a cinquante ans

Le jeudi 15 mars 1962, à 10h30 au siège du service des centres sociaux, qui dépendent du Rectorat d'Alger, les responsables régionaux tiennent comme chaque semaine, une réunion de travail.

Ils sont dix-huit Européens et Musulmans dans la salle de conférence. Le bâtiment est situé au lieu-dit « *Le Château Royal* », juste derrière l'église de cette coquette localité résidentielle qui domine la ville blanche. On parle des questions éducatives, sociales, sanitaires ... Chacun dit les progrès accomplis dans son secteur dans la lutte contre la misère et l'analphabétisme. On évoque tout ce qui reste à faire.

Brusquement, trois Européens armés font irruption dans la salle. Deux autres, mitraillettes au poing, gardent la porte. « *Tous le monde les mains en l'air* » ordonnent les hommes du commando (O.A.S). Les dix-huit fonctionnaires s'exécutent, ils n'ont pas le choix. Les terroristes font alors l'appel des personnes présentes, sous la menace de leur pistolets-mitrailleurs ils contraignent six d'entre elles - trois Européens et trois Musulmans - à sortir. « ***Vous êtes condamnés à mort par l'armée secrète, suivez nous*** ».

Alignés contre un mur

Les malheureux sont entraînés dehors dans la cour. Les européens sont alignés d'un côté et les musulmans de l'autre, et là, contre un mur, presque à bout portant, les terroristes de l'OAS abattent froidement, lâchement les six hommes en leur tirant des rafales de pistolet-mitrailleur. Les tueurs ont visé bas pour faire tomber leurs victimes, puis les ont achevées.

On devait retrouver une centaine de douilles de 9 mm sur les lieux du massacre. Les collègues des fonctionnaires assassinés ont assisté impuissants muets d'horreur et d'écoeurement à la scène. Deux des « justiciers » les tenaient en respect sous la menace de leurs armes. L'odieuse « *exécution* » n'avait duré que quelques secondes. Les trois Européens et deux des Musulmans ont été tués sur le coup. Le troisième musulman, Mouloud Feraoun a été grièvement blessé. Il devait succomber au début de l'après-midi à l'hôpital civil.

La liste des victimes de cette tuerie

1. Maxime Marchand, 50 ans, Inspecteur d'Académie, chef du service des centres sociaux (avant de s'installer à Alger M. Marchand avait séjourné à Bône où l'OAS l'avait plastiqué).

2. Marcel Basset 40 ans, également Inspecteur d'Académie, chef du centre de formation du personnel des centres sociaux.
3. Robert Eyemaud, Inspecteur des mêmes services, chef du bureau d'études ; il s'occupait particulièrement des questions de jeunesse.
4. Ali Hamoutène, Inspecteur des centres sociaux pour la région d'Alger.
5. Salah Ould Aoudia, Inspecteur des centres sociaux pour la région d'Alger.
6. Mouloud Feraoun, romancier, lauréat du grand prix littéraire d'Algérie ; il était adjoint de M. Marchand. Ils dirigeaient l'action sociale dans les milieux ruraux. Il fut l'ami intime d'Albert Camus.

Les centres sociaux furent créés en 1955 par Germaine Tillon, à l'époque de Jacques Soustelle qui était Gouverneur Général de l'Algérie ; ils avaient pour tâche de mener une action sociale et éducative auprès des Musulmans. Leur équipe anime notamment des cours du soir, de centres de préformation professionnelle et d'enseignement ménager, des métiers pour les jeunes, etc. Ils accomplissent également une importante tâche sanitaire, se penchant entre autres sur les problèmes de protection maternelle et infantile et a lutte contre les maladies sociales.

Le personnel des centres sociaux fut assez vite accusé d'entretenir des relations avec le F.L.N. Il aura à plusieurs reprises des ennuis avec les autorités. L'un de ses dirigeants fut même arrêté. Mais les fonctionnaires qui ont été sauvagement abattus gênaient l'OAS. C'étaient des éléments jugés dangereux dans la mesure où ils affichaient un esprit libéral.

Lucien Paye : « Lâche et horrible attentat »

Le recteur de l'Académie a reçu après l'attentat d'El-Biar un télégramme de Lucien Paye, ministre de l'Education nationale dans lequel il déclare :

« Vous exprime au nom de l'Université française et en mon nom personnel une profonde indignation devant le lâche et horrible attentat. Vous demande d'exprimer notre douloureuse sympathie aux familles dont le nom s'ajoute au long martyrologe de l'Enseignement de l'Algérie »

Dimanche 18 mars 1962, au cimetière d'El Alia

« Devant ces six cercueils alignés, la douleur nous étreint mais aussi la colère et la honte. Qu'un tel crime puisse avoir été inspiré, décidé, commis par des hommes qui se réclament de la France, nous eut semblé naguère impossible », a déclaré M. Lucien Paye, ministre de l'Education nationale aux obsèques des six victimes du centre de Ben Aknoun, à El-Biar, qui se sont déroulées le dimanche 18 mars 1962, près d'Alger, au cimetière d'El-Alia.

Aux côtés du ministre de l'Education nationale, messieurs Pierre Guillaumat, ministre délégué chargé de la fonction publique, Jean Morin, délégué général, les familles des victimes et 200 cents personnes environ étaient devant les six cercueils alignés au rond-point de l'ossuaire.

Dans son allocution, après avoir fait l'éloge des victimes, M. Lucien Paye a affirmé : « Le châtement doit suivre un forfait qui s'ajoute à cette longue suite d'attentats et de meurtres qui depuis sept années, font de cette terre martyre un des hauts lieux de la souffrance humaine. »

« Que le sanglant holocauste de jeudi 15 mars 1962 a ajouté le ministre, ait privé de son chef et de cinq inspecteurs les services des centres sociaux d'Algérie accroît encore notre indignation et avive notre mépris. »

« Demain, (lundi 19 mars 1962) a conclu le ministre de l'éducation nationale, dans tous les établissements scolaire de l'université de Paris à la plus humble école de Hameau, la jeunesse et ses maîtres se recueilleront silencieusement à l'appel de noms qui sont inscrits désormais aux longs martyrologes.

Par M. Tahar El Hocine